



Escalade et tutelle américaine sur le Liban

Par [Sondoss Al Asaad](#)

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Mondialisation.ca, 05 avril 2025

[Euro-Synergie](#) 2 avril 2025

La tutelle américaine est flagrante sur toutes les affaires de l'État libanais et encore plus évidente depuis les élections présidentielles, la nomination du premier ministre et la formation du cabinet, ainsi qu'à travers les nominations administratives et de sécurité en cours.

Profitant des répercussions de la récente agression israélienne sur le Liban menée par les États-Unis et de la décision libanaise qualifiable de « non souveraine », les États-Unis semblent enthousiastes à l'idée de lancer une soi-disant voie de « paix » incluant le Liban et la Syrie.

L'agence Reuters a récemment fait état d'une nouvelle ingérence dans la sélection du gouverneur de la Banque centrale libanaise en interrogeant certains candidats potentiels - à Washington et dans le repaire des espions américains (l'ambassade) à Beyrouth - sur leur volonté d'affronter le Hezbollah.

Cette tutelle américaine s'est manifestée de la manière la plus éhontée lors de la visite de Morgan Ortagus, l'envoyée spéciale adjointe du président pour l'Asie occidentale, qui a affirmé - après avoir loué l'agression israélienne contre le Liban - l'intention de son pays d'isoler et de désarmer le Hezbollah.

Des sources diplomatiques ont également révélé que le message transmis par l'administration Trump à Beyrouth comprenait des menaces selon lesquelles le Liban serait confronté à un plus grand isolement et à une dévastation économique s'il ne s'engageait pas à réduire l'influence du Hezbollah.

Lors de la récente agression contre le Liban, l'ambassadrice américaine à Beyrouth, Lisa Johnson, a demandé aux forces politiques anti-résistance de « se préparer à l'ère post-Hezbollah ».



Washington prévoit de construire un système politique libanais souple pour l'amener progressivement sous l'égide des accords d'Abraham, c'est-à-dire la normalisation avec Israël, et ce par le biais d'une pression économique systématique.

Washington est conscient qu'il ne peut imposer son hégémonie qu'en renforçant les sanctions économiques contre les individus et les entreprises liés au Hezbollah ; il s'agit d'une approche américaine de longue date, mais dont l'intensité s'est considérablement accrue depuis l'éclatement de la crise financière, en 2019.

Ces sanctions américaines, presque entièrement coordonnées avec l'Union européenne, ont un impact direct sur des secteurs économiques vitaux au Liban, tels que les secteurs bancaire et commercial, exacerbant les souffrances des citoyens libanais, en particulier dans des régions telles que le Sud, la Bekaa et la banlieue sud de Beyrouth.

Ces sanctions américaines visent à isoler économiquement le Hezbollah, l'empêchant de reconstruire ses capacités militaires après la récente agression israélienne.

Il ne fait aucun doute que le contrôle des groupes extrémistes et de la ligne dure sur le pouvoir à Damas a privé le Hezbollah de l'accès aux armes à travers la frontière libano-syrienne, ce qui est conforme au plan américano-israélien.

En outre, les frappes aériennes et les assassinats israéliens répétés dans le Sud, dans la Bekaa et dans d'autres régions reflètent un effort incessant pour restreindre les capacités logistiques du Hezbollah.

Washington fait également pression pour ce qu'il appelle des « réformes juridiques » que le gouvernement libanais doit mettre en œuvre, ce qui limiterait les capacités d'Al-Qard al-Hassan, l'institution financière liée au Hezbollah.



Washington continue d'exploiter son influence au sein du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale pour empêcher toute aide financière de parvenir au Liban si ces prétendues réformes ne sont pas mises en œuvre d'une manière qui serve ses intérêts. Washington fait notamment pression sur le gouvernement libanais pour qu'il privatise des secteurs vitaux, ouvrant ainsi la voie au contrôle des leviers de l'économie libanaise par des entreprises occidentales et israéliennes.

Ces efforts coïncident avec l'ordre clairement donné par les États-Unis au Liban d'empêcher tout avion iranien d'atterrir à l'aéroport de Beyrouth afin de limiter la possibilité de transférer des fonds de l'Iran au Hezbollah.

Depuis des années, les États-Unis s'efforcent d'assurer leur contrôle sur l'armée libanaise et de nommer un commandant aligné sur leurs politiques.

Washington cherche maintenant à positionner l'armée contre la résistance, qu'il s'agisse du Hezbollah ou des factions palestiniennes, afin d'assurer la sécurité des colonies israéliennes dans le nord de la Palestine occupée et, par conséquent, la sécurité de l'ensemble de l'entité occupante.

L'aspect le plus dangereux du contrôle de l'armée est la volonté américaine de la pousser à désarmer la résistance, ce qui conduira inévitablement à la division et à la fragmentation de l'armée, une répétition de l'expérience des années 1980.

Ce qui vaut pour l'armée vaut également pour toutes les autres agences de sécurité, dont les nominations doivent être conformes aux normes américaines.

L'imposition par Washington de la sélection des membres du gouvernement s'applique inévitablement à la nomination des chefs de la sécurité, de sorte qu'ils sont soumis au système que les Américains jugent nécessaire pour imposer leur tutelle sur le Liban.

Washington estime que le Liban se trouve face à une opportunité historique qu'il faut

exploiter pour l'obliger à normaliser ses relations avec Israël.



Morgan Ortagus (photo), l'envoyé spécial adjoint des États-Unis pour l'Asie occidentale, a laissé entendre que les développements actuels ouvrent la voie à l'ouverture de négociations israélo-libanaises visant à signer un accord de « paix » entre les deux parties.

Par ailleurs, la Brookings Institution a révélé que Washington a fait des progrès significatifs pour convaincre de nombreuses élites politiques et économiques au Liban qu'une solution à la crise financière peut être trouvée en promouvant des projets économiques communs, tels que l'exportation de gaz libanais à travers l'entité d'occupation israélienne et le développement des ports libanais avec des fonds américains et du Golfe, à condition que la normalisation soit effective.

Ce que Washington tente d'imposer, c'est que ce qui a été détruit par son agression de septembre-novembre contre le Liban ne sera reconstruit que par le biais d'une normalisation avec Israël.

Les rapports du Fonds monétaire international indiquent que l'aide financière internationale est conditionnée à la mise en œuvre de réformes financières qui limitent la capacité des forces locales à financer des activités de soutien à la résistance.

Dans ce contexte, Greg Steube, membre républicain du Congrès américain, a présenté la loi PAGER, qui vise à imposer des sanctions économiques et financières au Hezbollah et à ses alliés, en plus de faire pression sur le gouvernement libanais pour qu'il s'engage à mettre en œuvre les politiques américaines dans la région.

Cette provocation vise à isoler le Hezbollah et à tarir ses sources de financement, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, ce qui complique encore la crise économique libanaise et oblige le gouvernement à faire des choix politiques et économiques spécifiques qui

s'alignent sur les intérêts américains.

Le gouvernement israélien a déclaré avoir conclu un accord pour entamer des négociations avec le Liban afin d'aborder des questions telles que les cinq zones contrôlées par Israël au Sud-Liban.

Malgré tout, les Israéliens s'inquiètent de la capacité du gouvernement libanais à résister aux pressions internes, d'autant plus que les Américains et les Israéliens se rendent compte que le soutien populaire à la résistance est très important et difficile à affaiblir rapidement et facilement.

Le Liban se trouve aujourd'hui à un carrefour critique où Washington cherche à imposer sa vision, comme l'a récemment indiqué Steve Witkoff, l'envoyé de Trump en Asie occidentale, qui a exprimé son optimisme quant à la possibilité que l'Arabie saoudite rejoigne les accords d'Abraham.

Dans un contexte de fortes divisions internes et d'accélération des défis régionaux, l'avenir reste ouvert à plusieurs possibilités, d'autant plus que le pouvoir libanais est impuissant.

Le Liban maintiendra sa résistance ou se soumettra à l'hégémonie américano-israélienne. Seuls les jours à venir permettront de savoir dans quelle mesure ce plan atteindra ses objectifs ou échouera face à la volonté de la résistance.

Sondoss Al Assad

La source originale de cet article est [Euro-Synergie](#)
Copyright © [Sondoss Al Asaad](#), [Euro-Synergie](#), 2025

Articles Par : [Sondoss Al Asaad](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca